

En page 2 :

Une interview de M. Basly,  
député, maire de Lens, sur  
les souffrances de sa cité.

LA RÉPONSE DES ALLIÉS A LA NOTE DE L'ALLEMAGNE

# EXCELSIOR

10<sup>e</sup> Année. — N° 3.303. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-73 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

80, rue d'Angoulême, Paris.

SAMEDI

27

DÉCEMBRE

1919

Chacun a ses dé-  
fauts ; mais les nô-  
tres sont derrière  
notre dos, nous ne  
les voyons pas.

CATULLE.

## LES INONDATIONS DE LA MEURTHE A NANCY

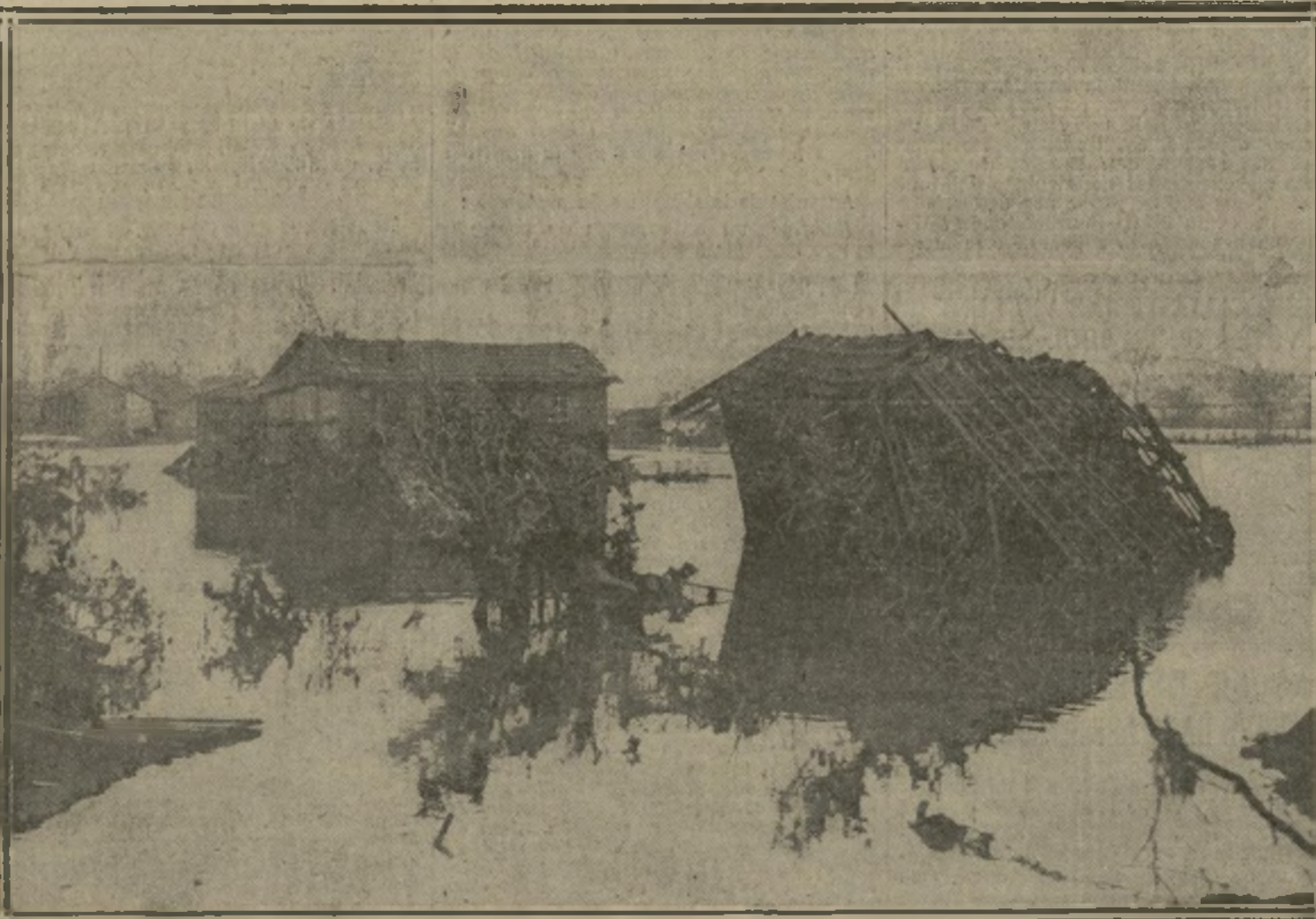
PHOTOGRAPHIES PRISES HIER PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL



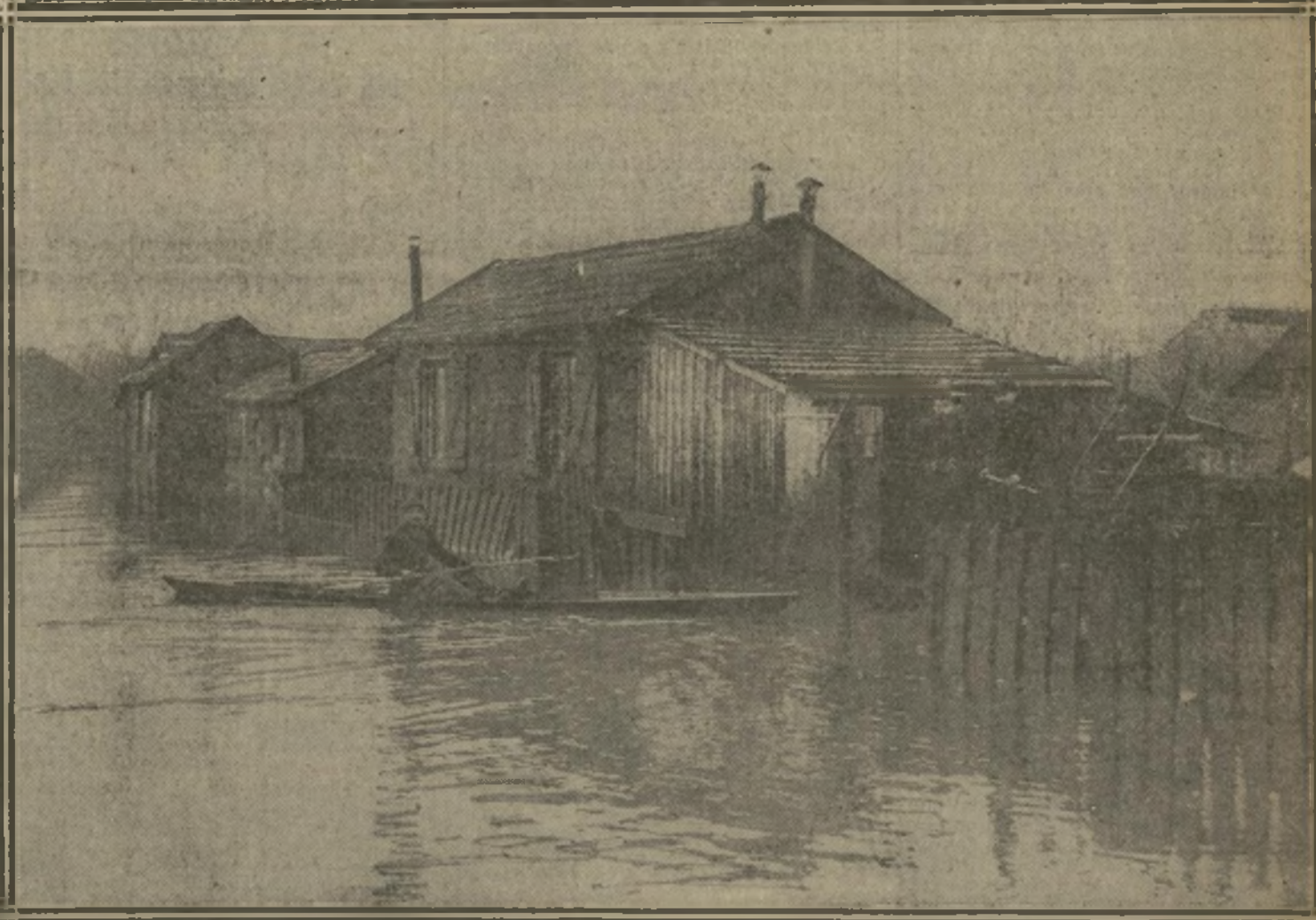
LE TRANSFERT DES HABITANTS DES QUARTIERS SINISTRÉS



LES EAUX DE LA MEURTHE ENVAHISSENT LA RUE DE TOMBLAINE



ARBRES ARRACHÉS ET MAISONS EFFONDREES DANS UN FAUBOURG



LES HABITANTS SORTENT DE CHEZ EUX EN PÉRISSOIRE



DANS LES FAUBOURGS : AU LIEUDIT « LA FOSSE-AUX-LIONS »

Depuis deux jours la crue de la Meurthe et de la Moselle est devenue grave. L'inondation d'il y a dix ans est dépassée et les dégâts peuvent être déjà évalués à plusieurs millions. A Nancy, l'envahissement des eaux de la Meurthe a obligé beaucoup d'habitants à abandonner leurs maisons. La troupe et la police



UNE MAISON INONDÉE DANS LE QUARTIER DES FABRIQUES

ont organisé le sauvetage. L'inondation fut si rapide que plusieurs personnes ont disparu. Un soldat, le cavalier Savimard, s'est noyé en essayant de sauver une vieille femme paralytique qui refusait de quitter sa chambre et qui a elle-même péri. Aux dernières nouvelles, on annonce une décrue rassurante.



## LA GRANDE PITIÉ DE LENS

## M. BASLY, DÉPUTÉ, MAIRE DE LENS, NOUS EXPOSE LA DÉTRESSE POIGNANTE DE SA MALHEUREUSE CITÉ

Lorsqu'ils visitèrent la ville, MM. Clemenceau et Tardieu furent inexactement informés de la situation réelle et M. Basly se propose, dans une interpellation prochaine à la Chambre des députés, de leur faire connaître la vérité.

Il espère qu'alors les remèdes nécessaires seront appliqués

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

LENS, 26 décembre. — La guerre est finie depuis plus d'un an et Lens, le grand centre des districts miniers du Nord et du Pas-de-Calais, offre toujours — plus qu'aucune autre ville des régions dévastées — le spectacle d'une infinie désolation.

J'arrive à la mairie de Lens : figurez-vous une baraque en planches. A l'intérieur une salle, une seule. J'ai la bonne fortune de rencontrer M. Basly. Le député, maire de Lens, est là avec tout son personnel. Tous travaillent.

— Je suis heureux de vous recevoir, me dit aimablement M. Basly, je vous ferai voir de près le spectacle de la grande détresse de notre ville. C'est affreux.

Certes, monsieur le député, cette situation est douloureuse pour vous. Mais, M. Clemenceau, M. Tardieu qui doivent la connaître n'ont-ils pas déjà pris toutes les mesures utiles en vue d'améliorer la plus possible le malheureux sort de votre ville ?

— Non pas, me répond M. Basly, car cette situation n'a pas été présentée — aussi bien à M. Clemenceau qu'à M. Tardieu — telle qu'elle est vraiment. On a trompé les ministres, on a menti à leurs délégués comme à M. Clemenceau lui-même. J'en ai acquis la preuve éclatante. C'est cette preuve que je me réserve d'apporter à la tribune de la Chambre le jour où je développerai les motifs de mon interpellation.

Une visite dans les « caves » — Pourriez-vous, dès à présent, monsieur le député, m'exposer vous-même cette situation de Lens que vous dites si lamentable ?

Très volontiers. Ce que je vais vous dire est d'ailleurs du domaine public. Il n'est pas un Lenois qui ne le sache. Mais il importe que le public, celui qui ne souffre pas, sache bien ce qui est quand par ailleurs on s'efforce de le tromper en étalant à ses yeux une situation inexistante. Vous avez du ressentir, continue M. Basly, une impression douloureuse à votre arrivée en apercevant d'abord la ville complètement rasée, puis, à côté de quelques baraquements, tous ces trous dans la terre, tous ces trous, vous le savez, les portes d'entrée de caves transformées en maisons d'habitation. Nulle part, dans aucune ville dévastée, la détresse n'est aussi poignante.

M. Basly a bien voulu me faire visiter quelques caves.

En vérité, au cours de mes fréquentes visites dans les ruines, je n'avais jamais éprouvé l'impression plus pénible que celle ressentie au cours de ma visite dans les caves de Lens. Des familles entières sont « enlascées » dans ces sous-sols humides et malsains.

Il faut construire des baraquements — Cette situation douloureuse est, donc, évidemment, au nombre insuffisant de baraquements. Pourquoi ne construit-on pas davantage de ces abris provisoires ?

— Par négligence, par indolence, me dit nettement M. Basly. Lens comptait avant la guerre 35.000 habitants. Il y en a actuellement environ 7.000. Est-il admissible qu'on ne se soit point encore préoccupé d'installer un médecin ? Dernièrement, un enfant fut atteint du croup. Le pauvre petit est mort sans qu'on ait pu lui porter secours. Il n'y avait pas un médecin !

Pour en revenir à la question des baraquements, M. Basly m'en fait voir, alignés sur la grand-rue, un certain nombre. Ils paraissent confortables.

— Eh bien, monsieur Basly, que me dites-vous ? En voilà des baraquements !

D'accord, mais ces baraquements ont été édifiés par les soins de sociétés privées. Ils servent à abriter la colonie des ouvriers belges amenés à Lens pour travailler au service de ces sociétés.

J'ai écrit à M. Clemenceau, continue M. Basly, pour lui signaler cette situation. J'espère qu'il y remédiera. En tout cas, on a fait dernièrement l'adjudication de 5.000 maisons à construire, dont 1.300 étaient destinées à Lens. Lorsque M. Tardieu est venu, on lui a donné l'assurance qu'il y aurait 2.000 maisons nouvellement construites à Lens et prêtes à recevoir les habitants dès le printemps 1920. Or, le printemps est dans quatre mois, et la construction des maisons n'est pas encore commencée !

Les « erreurs » de l'administration — Il y a à quelques temps, continue M. Basly, M. Clemenceau envoyait à Lens un inspecteur à qui il avait donné mission de faire une enquête sur les besoins urgents de cette ville. Ce n'est qu'après avoir déclaré que la ville même n'avait pas été avisée de cette visite, ce n'est qu'après son départ que j'ai — à ma grande stupeur — appris la venue du délégué du président du Conseil.

Il semble qu'on s'ingénie à rendre notre tâche plus difficile. Il nous est arrivé ici des rapatriés à qui nous n'avions pas donné — pour cause, hélas ! — de certains d'hébergement. Le préfet du Pas-de-Calais n'avait même pas été avisé de ces

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

Quelles « erreurs » n'a-t-on pas ainsi répandues et dont notre malheureuse ville demeure la victime ! M. Tardieu, s'il faut bien le dire, sur la foi de faux renseignements que l'état sanitaire était excellent.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

Quelles « erreurs » n'a-t-on pas ainsi répandues et dont notre malheureuse ville demeure la victime ! M. Tardieu, s'il faut bien le dire, sur la foi de faux renseignements que l'état sanitaire était excellent.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

rapatriements ! J'ai su depuis que mes malheureux concitoyens qui arrivaient à Lens ainsi, sans certificat d'hébergement, avaient été renvoyés — contre leur gré — par certains préfets des départements où ils étaient réfugiés ! Et pour comble, on prétendait que ces rapatriés « indésirables » étaient mis en route sans autorisation ! C'est, du reste, ce que l'on a dit à M. Clemenceau.

## LA SITUATION INTÉRIEURE

L'HEURE LÉGALE AVANCÉE DE SOIXANTE MINUTES LE 1<sup>er</sup> FÉVRIER PROCHAIN

Le Conseil des ministres a approuvé, hier, le projet de loi relatif à l'application de cette mesure en 1920.

Ce projet autorise le gouvernement à prendre, par décret, toutes mesures restrictives qui s'imposent.

Les ministres se sont réunis en Conseil hier matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Raymond Poincaré.

M. Clavelle, ministre des Travaux publics, a fait approuver par le Conseil un projet de loi relatif à l'application de l'heure d'été durant l'année 1920. Voici le texte de ce projet de loi :

PROJET DE LOI  
Article premier. — Pendant l'année 1920 l'heure légale, fixée par la loi du 9 mars 1911, est avancée en France et en Algérie de soixante minutes le 31 janvier, à 23 heures, et retardée de la même quantité le 23 octobre, à 24 heures.

Art. 2. — Pendant la même période, le gouvernement est autorisé à prendre par décret toutes mesures nécessaires en vue de la réduction de consommation de combustibles, et d'une manière générale, en vue de l'amélioration des conditions de travail et de la situation économique du pays, et notamment toutes les mesures qui jugera utiles pour restreindre et réglementer l'éclairage et la force motrice.

Art. 3. — En outre des pénalités de droit commun, les infractions aux décrets rendus en exécution de l'art. 2 ci-dessus pourront entraîner, en cas de récidive, la suspension de la fourniture de l'électricité, du gaz et du combustible dans les conditions déterminées auxdits décrets.

Avant de déposer le projet de loi sur la nouvelle heure d'été, le ministre des Travaux publics a fait procéder à des études. Le résultat de ces recherches a démontré qu'une économie de 80 à 100 millions pourrait être réalisée sur le combustible en prenant comme point de départ le 1<sup>er</sup> février et comme date de l'heure d'hiver le 1<sup>er</sup> octobre. Du 1<sup>er</sup> octobre au 1<sup>er</sup> décembre, l'économie est insensible, et elle devient nulle du 1<sup>er</sup> décembre au 1<sup>er</sup> février.

Le Conseil des ministres a entendu un exposé de M. Klotz, ministre des Finances, sur les questions financières.

Prochaine réunion lundi matin, pour terminer l'examen des problèmes posés.

LA COMMISSION DES CRÉDITS  
VOTE LE RELÈVEMENT  
DES TARIFS DE CHEMINS DE FER

La commission des crédits de la Chambre a entendu, hier, M. Jeanneney, sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, sur le fonctionnement de l'Office d'expansion nationale, qui a pour objet la sauvegarde de nos intérêts économiques à l'étranger et à l'intérieur. Toute décision concernant l'ouverture du crédit demandé pour l'office a été ajournée jusqu'à la session de janvier.

M. Durré a ensuite présenté son rapport sur le projet relatif au relèvement temporaire des tarifs de chemins de fer. Le projet a été adopté avec les pourcentages proposés par le gouvernement : 45 0/0 pour les trois premières classes ; 55 0/0 pour les deuxièmes classes ; 65 0/0 pour les premières classes ; 115 0/0 pour les marchandises.

La commission a également approuvé les conclusions du rapport de M. François sur le projet de loi autorisant une avance de 450 millions au Trésor d'Alsace et Lorraine.

La commission s'occupera, lundi, de la question du prix du pain.

LES GROUPES PARLEMENTAIRES  
DE GAUCHE S'UNIRONT-ILS ?

Nous avons signalé ici la tentative de fusion des groupes des républicains de gauche, de la gauche radicale, des radicaux socialistes et des républicains socialistes, et les pourparlers engagés par leurs délégués en vue de la constitution d'un groupe unique, dit d'union des gauches.

Cette tentative paraît avoir échoué. En effet, le groupe des républicains de gauche vient de porter à l'ordre du jour de sa prochaine séance de janvier l'examen d'un projet de fusion avec le seul groupe de la gauche radicale. Il a voté, hier, d'autre part, à l'unanimité, la motion suivante présentée par M. Barthou :

Le groupe des républicains de gauche reste fidèle à la politique de défense laïque et de progrès social, développée dans le respect de la liberté de conscience et de la liberté légale, qu'il a soutenue au cours des dernières législatures et devant le suffrage universel.

Il met au-dessus de toutes ses préoccupations la sécurité extérieure, la restauration financière et la reconstitution économique du pays, qui doivent avoir pour garantie principale l'exécution intégrale du traité de Versailles.

Les radicaux-socialistes ne renoncent cependant pas à l'idée de constituer un groupe d'union des gauches. Ils ont décidé de provoquer, à cet effet, une réunion générale de tous les élus républicains de gauche.

La loi votée, d'autre part, une motion de M. Herriot, ainsi conçue :

Après avoir pris l'initiative de démarches dont l'objet était de réunir tous les éléments de gauche, le groupe radical et radical-socialiste a décidé de se reconstituer. Il reste disposé à étudier toute mesure ayant pour objet de rassembler les groupes de gauche, soit en un groupement unique, soit en une union sous une forme à déterminer.

L'élection de la Corse

La sous-commission du 3<sup>e</sup> bureau, chargée de l'examen de l'élection de la Corse, a entendu, hier, M. de Moro-Gianni, qui a réclamé la validation de son collègue, M. Calucci, contre la proclamation d'une protestation a été formulée par MM. Giordan et Gavini.

La sous-commission entendra MM. Giordan et Calucci avant de prendre une décision.

LES GALERIES VAISSIER 34, rue Drouot, PARIS

Collection des robes, hautes nouveautés en ardoises de luxe : savons, essences, poudres de riz, coffrets.

AYUNTAMIENTO DE MADRID

## A LA FIN DE L'ANNÉE LA DETTE DE LA FRANCE ATTEINT 206 MILLIARDS

« Nous devons payer nos dettes », déclare M. André Lefèvre, rapporteur du projet de douzièmes provisoires.

La Chambre discutera, cet après-midi, les douzièmes demandés pour le premier trimestre de 1920.

La Chambre s'est réunie, ce matin, pour l'examen d'un cahier de crédits additionnels applicables à l'exercice 1919 ; elle discutera, cet après-midi, les douzièmes provisoires demandés pour le premier trimestre de 1920.

Dans le rapport qu'il présente, au nom de la commission des crédits, sur ce dernier projet, rapport inséré, hier matin, au Journal officiel — M. André Lefèvre propose d'importantes réductions sur les chiffres demandés par le ministre des Finances. Alors que les propositions gouvernementales comportaient des crédits s'élevant à 12.431.623.748 francs, M. André Lefèvre propose de voter, pour les trois premiers mois de 1920, 11.653.333.337 francs, soit une diminution de 778.290.411 francs.

Dans l'exposé qu'il fait de notre situation financière, M. André Lefèvre évalue à environ 206 milliards de francs le montant total de notre dette à la fin de l'année — dette dont une bonne partie au dehors.

« D'autre part, écrit-il, l'accroissement de la circulation fiduciaire en un des éléments de la hausse du prix de la vie. Les moyens de paiement trop abondants perdent une partie de leur puissance d'achat, et c'est un des facteurs certains de la hausse du prix des denrées, avec bien entendu, la raréfaction des marchandises, résultant de ce fait que, quatre ans durant, les hommes se sont entre-tués au lieu de produire. »

M. André Lefèvre insiste sur le fait que nous nous appauvrissons chaque mois par l'excédent de nos importations sur nos exportations, excédent qui est de près de 16 milliards pour les neuf premiers mois de 1919. A ce propos, il se plaint qu'il y ait près d'un milliard d'importations de produits de luxe ou d'objets nullement indispensables. C'est là, écrit-il, une des causes de l'état déplorable de nos changes.

Envisageant la situation au point de vue général, M. André Lefèvre s'élève contre l'idée que nous pourrions renier une partie quelconque de notre dette. Il montre qu'une banqueroute serait impossible, que si l'État français venait à renier sa dette, ses changes arriveraient tout de suite à leur point de chute, le pays ne pourrait plus se procurer les matières premières dont il a besoin, notamment la houille, qui nous est indispensable.

« Donc, conclut-il, une lourde dette, un change déprécié, des transports marchant mal, des régions détruites, et cependant nous n'avons devant nous qu'une voie ouverte. Nous devons payer nos dettes. »

On pense, au Palais-Bourbon, que la discussion des douzièmes pourra être achevée ce soir même.

LES SOCIALISTES NE VEULENT  
VOTER QU'UN SEUL DOUZIÈME

Le groupe socialiste proposera, cet après-midi, à la Chambre, de ne voter qu'un seul douzième, au lieu des trois demandés par le gouvernement.

M. Ernest Lafont a déjà déposé une proposition dans le but d'élever la base d'exécution pour l'application de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires. Il demandera aussi l'élévation des rentes servies aux accidentés du travail.

M. Bracke doit reprendre, d'autre part, le précédent rapport de M. Paul Meunier sur la composition des conseils de guerre.

PAS DE RÉVEILLON DE FIN D'ANNÉE DANS LES RESTAURANTS

Par dérogation à l'article 3 de l'ordonnance du 14 octobre 1918, les cafés, débits de boissons, restaurants, ainsi que les établissements de spectacles et de divertissements, ne pourront pas rester ouverts au delà de l'heure réglementaire (onze heures et demie), dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier.

Les abonnés des trains de banlieue contre les nouveaux tarifs annoncés

Le comité de défense de l'« Union des voyageurs de Paris à Saint-Germain » vient d'adresser à M. Clemenceau, président du Conseil ; à M. Clavelle, ministre des Travaux publics ; à M. Klotz, ministre des Finances, et aux élus de la banlieue une protestation contre le projet d'augmentation des tarifs des chemins de fer, augmentation qui ne devrait en aucun cas être appliquée aux abonnements de banlieue.

L'ANGLETERRE PARTICIPERA-T-ELLE AUX OLYMPIADES D'ANVERS ?

Le Comité olympique britannique vient, dans une de ses dernières séances, de prendre une décision qui peut être très grosse de conséquences. Il a, en effet, suivi l'exemple de la puissante F. A. I. C., qui régit le football association et interdit aux athlètes anglais de se rencontrer, dans des compétitions sportives, avec des nations ayant joué des matches ou participé à des réunions avec des équipes des empires centraux, soit pendant la guerre, soit depuis la cessation des hostilités.

Si l'Angleterre maintient son point de vue elle ne pourrait donc participer aux Olympiades que si les Scandinaves, qui sont les seuls qui puissent approcher les performances des athlètes américains, les Hollandais et les Suisses, étaient exclus. La France, elle-même, serait mise à l'index en football association, la nouvelle fédération française (F. F. A.) ayant autorisé un match entre un club suisse, qui venait de battre une équipe allemande, et le Red Star.

Espérons que l'affaire s'arrangera, sans que les Jeux olympiques perdissent tout leur intérêt. La décision finale, à ce sujet, sera prise à la Conférence de Bruxelles, qui est fixée aux 28 et 29 décembre.

IL EST DE BON TON  
DE PORTER  
LES RAGLANS IMPERMÉABLES  
DELION 24, Boulevard des Capucines, Paris

## LA SITUATION EXTÉRIEURE

## CE QUI FUT TÉLÉGRAPHIÉ A BERLIN POUR ALLER DE BEYROUTH A DAMAS

LES JOURNAUX ALLEMANDS PUBLIENT LE TEXTE INTÉGRAL DE LA NOTE DES ALLIÉS

Il correspond à ce que l'on en sait déjà, à savoir que le Conseil suprême exige la signature du protocole tel qu'il est, et ne reconnaît pas comme valables les ventes de matériel nautique.

Le texte de la note que le Conseil suprême a fait remettre à la délégation allemande en réponse à la communication du cabinet de Berlin en date du 14 décembre a été connu hier, à Paris, par un télégramme venu de Berlin par Bâle. Il correspond à l'analyse que nous en avons donnée ; toutefois deux passages doivent être modifiés conformément à la version officielle du Conseil. Ces rectifications faites, voici les passages essentiels :

Concernant les modes de stricte que les puissances alliées et associées espèrent pouvoir se dispenser d'appliquer, ces puissances :

Traversant l'Anti-Liban, la Béka, le Liban, d'innombrables histoires à effrayer les petits enfants parvenaient de Damas à Beyrouth. Les Musulmans, en signe de révolte, faisaient tourner au-dessus de Damas attérée le cimier qu'ils tenaient des Turcs. Comme il est à Damas deux cent cinquante mille Musulmans, dix mille chrétiens, dix mille Israélites, on voyait déjà le Moloch arabe dévorant les faibles fils du Christ. Bref, remontant à soixante années, c'était, en vue, un nouveau grand massacre de 1860.

Une expérience professionnelle nous ayant démontré qu'il suffit à un bruit gros comme une grenouille de parcourir quelques kilomètres pour vous arriver gros comme un bœuf, il nous a paru logique que lorsque ce bruit franchissait deux montagnes et une plaine, il nous parvint plus gros qu'un éléphant.

C'est ainsi que le chrétien que nous sommes prit, un matin, à Beyrouth, le train de 7 h. 15 pour Damas.

Nous n'avions pas l'habitude de voir les trains escalader les monts. Les trains, chez nous, aiment leur confortabilité, ils refusent l'obstacle, il faut leur percer des tunnels à res sylvatiques ! En Syrie, ils ne font pas tant de manières, ils montent jusqu'à 1.200 mètres, jusqu'à 1.300 s'il le faut ; ils soufflent, mais ils montent ; une bonne petite crénelature et ce leur suffit. Ils passent leur temps, évidemment, à laisser leurs confrères d'Europe et d'Amérique se conduire en égarés, couvrir jusqu'à des 80 à l'heure. Eux font 10 kilomètres à l'heure. Ce sont des courageux, non ?

En cinquante-cinq kilomètres bien accomplis, en six heures, notre train liquide le Liban. En traversant les sables, à Alep, à Hama, nous entendons la fanfare de nos régiments en marche. Ces régiments reçoivent le salut des Libanais. Nous enjambons la plaine. Nous arrivons à Malaka. A Malaka, le train se repose. Il se repose deux heures. C'était sans doute, pensions-nous, qu'il avait bien gagné.

Nous étions dans l'erreur. Si notre train se repose, c'est que l'autre, celui qui venait de Damas, était en retard. A Alep, le train était en retard, c'est que des bandes l'avaient arrêté. Alors grouillèrent et murmures dans la foule multicolore de la gare, et conciliabules à voix basse. Mais voilà le train héroïque. C'est fois nous pouvons jurer qu'il subit un assaut : les voyageurs du nôtre se précipitent sur lui. Nous apprenons ceci : une bande de mutabils (c'est une de ces sectes qui se font remarquer par leur violence) qui se font remarquer par leur violence, qui se font remarquer par leur violence, qui se font remarquer par leur violence.

Nous repartîmes. Nous retrouvâmes les bandits. Il est plus juste de dire que d'abord nous les entendîmes. Ils tiraient des coups de fusil. Ils tiraient des coups de fusil non sur le train, mais sur les rails. Ils étaient plus de cent. Le chauffeur qui est venu nous chercher, que cela signifiait : « Arrêtez ! » Il donna. Ces mutabils, comme les Druses, portaient un voile retenu sur le crâne par une couronne de corde noire, des cartouches jusqu'au menton et des fusils que plus tard nous reconnûmes être des mausers. Le train arrêta.

La procédure tendant à assurer les intérêts économiques vitaux de l'Allemagne a été exposée dans la note des puissances alliées et associées du 8 décembre 1919, dans laquelle il est dit clairement que les puissances alliées et associées sont disposées à réduire leur demande de livraison de 400.000 tonnes de docks flottants, grues flottantes, remorqueurs, dragues, dans le cas où des raisons plausibles justifiaient une telle réduction.

D'autre part, les puissances alliées et associées ont appris que des docks flottants, des grues flottantes, des remorqueurs ont été récemment vendus. Elles font remarquer que, vu la situation économique telle qu'elle est exposée par les délégués allemands, aucune vente d'une telle nature n'est reconnue par les puissances alliées et associées si elle est intervenue dans le laps de temps compris entre le 3 novembre, date de la première communication du protocole au gouvernement allemand, et la date à laquelle la compensation par l'Allemagne pour l'incident de Scapa-Flow aura été effectuée.

Les dépêches de Berlin nous apprennent que le gouvernement allemand a fait suivre la publication de ce document de celle d'un communiqué officiel. Ce communiqué déclare qu'aucune vente de docks à l'étranger n'est intervenue depuis le 3 novembre et que les 100.000 tonnes de docks portées comme existantes dans les rapports des Alliés n'existent pas et n'ont jamais existé.

Le président de la Commission alliée, M. Loucheur, ajoute-t-il, a déclaré que les Alliés admettaient comme justes les indications fournies par le président de la délégation allemande.

Ajoutons que les conférences entre délégués alliés et allemands en vue d'adopter les mesures administratives préparatoires à la mise en vigueur du traité de Versailles commenceront au début de la semaine prochaine. On sait que la délégation alliée est présidée par le général Lerdon, et la délégation allemande par M. von Simon. Les délégués britanniques et italiens sont attendus lundi prochain à Paris.

</















